

Le Monde

Le Monde (site web)

idees, vendredi 1 novembre 2024 - 12:12 UTC +0100 1092 mots

Inondations en Espagne : « Si le réchauffement se poursuit au rythme actuel, de nombreux territoires en Méditerranée seront inhabitables »

Magali Reghezza-Zitt

Dans une tribune au « Monde », la géographe Magali Reghezza-Zitt alerte quant aux risques majeurs que l'inaction climatique engendre : chaque dixième de degré supplémentaire augmente de façon exponentielle les extrêmes hydroclimatiques.

Les inondations meurtrières qui ont frappé l'Espagne viennent s'ajouter à la longue liste des événements dévastateurs qui ont endeuillé l'Europe et la France depuis plus de trente ans, au moment même où l'ONU publie un nouveau rapport sur l'insuffisance des politiques climatiques, qui entraîne la planète vers un réchauffement de + 3,1 °C à la fin de ce siècle, et que le troisième plan national d'adaptation au changement climatique vient d'être dévoilé. Pour qui travaille sur les catastrophes depuis deux décennies, la seule chose étonnante est que l'on trouve encore le moyen de s'étonner.

En soi, de tels orages n'ont rien d'exceptionnel. Survenant chaque année à l'automne, ils caractérisent le climat méditerranéen. Ils sont responsables d'une élévation brutale du débit des cours d'eau, qui sortent de leur lit et submergent les plaines littorales. Leur violence est d'autant plus difficile à imaginer que la plupart du temps les torrents méditerranéens ont un débit faible. Il suffit pourtant de regarder la largeur des vallées à l'aval pour se convaincre des volumes d'eau qui peuvent s'écouler en quelques heures, rendant illusoire toute possibilité de résister ou même d'évacuer.

Ce phénomène de crue torrentielle était bien connu des anciens. Localement, on leur a même donné des noms : les « aiguats » du Roussillon, les « vidourlades » à Sommières (Gard). Au fil des siècles, les sociétés méditerranéennes se sont adaptées. L'occupation humaine privilégiait les hauteurs ; les maisons étaient surélevées ; les arches et piles des ponts calibrées pour ne pas être emportées ou ne pas créer d'embâcles destructeurs.

Milieu artificialisé

Au cours du XXe siècle, le progrès des sciences et des techniques a conduit à mieux prévoir les événements météorologiques, à améliorer l'alerte, à renforcer les digues. Pourtant, chaque année, des catastrophes surviennent. Le coût des dommages augmente régulièrement, et le nombre de victimes reste élevé.

Ce paradoxe s'explique de deux manières. D'une part, le nombre de personnes exposées à ces risques a fortement augmenté. Beaucoup de communes ont parié sur le tourisme et l'économie résidentielle, avec l'arrivée continue de nouveaux habitants, jeunes ménages ou retraités, résidents permanents ou temporaires (habitations secondaires). La croissance démographique s'est opérée par étalement urbain dans les vallées fluviales et les plaines littorales. Les terres agricoles ont notamment été loties avec des maisons individuelles de plain-pied, qui n'offrent aucun refuge en cas de montée brutale des eaux.

D'autre part, le milieu a été profondément artificialisé, avec pour effet de modifier le potentiel d'infiltration et les conditions d'écoulement en surface. Routes, parkings et bâtiments ont imperméabilisé les sols. Les drains naturels (appelés « vallons » ou « cadereaux », selon les régions) ont été busés ou bétonnés. Dans les huertas [zones d'agriculture intensive irriguée], les vergers ont été remplacés par des serres. En cas de gros orages, l'eau précipitée ne parvient plus à s'infiltrer : elle ruisselle vers les cours d'eau, alimentant leur débit. Ces derniers ont en outre été endigués, creusés, leur cours « rectifié » ou détourné. Certains ont été recouverts de dalles, et des chenaux ont été obstrués.

En France, depuis plus de quarante ans, les scientifiques et les experts alertent sur les risques liés à l'imperméabilisation des surfaces et l'artificialisation des sols. En 1995, à la suite des catastrophes de Nîmes (1988) et de Vaison-la-Romaine (1992), Michel Barnier, alors ministre de l'environnement, faisait voter une loi portant son nom et instaurant les plans de prévention des risques (PPR) pour contrôler l'occupation des zones inondables.

Des études récentes ont montré que lorsqu'ils étaient correctement appliqués, les PPR faisaient baisser la sinistralité. Mais combien de territoires ont vu ces plans contestés, suspendus ou repoussés ? Chaque faille réglementaire a été exploitée pour contourner, en toute légalité, l'esprit de la loi. Depuis trente ans, des crèches, des écoles, des maisons de retraite, des stades, des campings, des établissements accueillant du public ont été construits en zone à risque.

Certes, les moyens de prévision, d'alerte et de prévention ont progressé. Malgré les polémiques, combien de vies ont été sauvées par les alertes de Météo-France ? Les coûts pour la collectivité restent néanmoins exorbitants : morts, traumatismes, dommages qui se comptent en centaines de millions d'euros, fermetures d'entreprises, etc.

Trente ans d'inaction climatique

Elus locaux et habitants paient aujourd'hui les héritages de décennies d'incurie. Mais ils paient aussi trente ans d'inaction climatique. Car le réchauffement global dope ces épisodes orageux. En perturbant le cycle de l'eau, le changement climatique augmente la probabilité d'épisodes orageux intenses. Et plus d'eau précipitée, c'est plus de ruissellements, notamment dans les villes, où les réseaux d'évacuation des eaux pluviales débordent à leur tour. Même sans cours d'eau, chaussées et sous-sols sont submergés par des montées des eaux aussi brusques qu'imprévisibles qui détruisent tout sur leur passage. Ce ruissellement urbain est un risque majeur, encore très sous-estimé.

Chaque dixième de degré supplémentaire à l'échelle du globe augmente de façon exponentielle les extrêmes hydroclimatiques. C'est un fait démontré. Pourtant, les climatosceptiques, qui sont souvent les mêmes que ceux qui dénonçaient les PPR comme d'épouvantables contraintes et qui se battent aujourd'hui contre les mesures de réduction de l'artificialisation des sols, expliquent que le réchauffement n'y est pour rien et que c'est la faute de l'imperméabilisation. Les climato-rassuristes clament de leur côté que nous allons nous adapter. Nous n'étions cependant pas prêts à faire face aux risques dans un climat réchauffé à moins de 1 °C. Pourquoi le serions-nous davantage dans un monde réchauffé à 2 °C, voire 3 °C ?

La vérité est que si le réchauffement se poursuit au rythme actuel, de nombreux territoires en Méditerranée seront inhabitables, car trop coûteux à protéger. Seule l'atténuation, avec

l'atteinte du zéro émission nette de CO2 qui stabilise le réchauffement, rend possible l'adaptation. Adaptation et atténuation doivent être menées de pair. Une fois de plus, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas.

Magali Reghezza-Zitt est géographe, ancienne membre du Haut Conseil pour le climat.